

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Édition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 70101/DEF/DCCAT/PBF/T**

relative à l'application de la procédure administrative automatisée de comptabilité et de suivi des dépenses de transports des armées par voie commerciale dénommée « application de la gestion automatisée aux transports des armées ».

*Du 9 mai 1988*

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE : *Sous-Direction prévision, budget, finances ; Bureau transports.*

**INSTRUCTION N° 70101/DEF/DCCAT/PBF/T relative à l'application de la procédure administrative automatisée de comptabilité et de suivi des dépenses de transports des armées par voie commerciale dénommée « application de la gestion automatisée aux transports des armées ».**

*Du 9 mai 1988*

NOR D E F T 8 8 6 1 0 8 8 J

---

*Texte abrogé :*

Voir Article 7

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 431.2.1*

*Référence de publication : BOC, p. 3223.*

---

**SOMMAIRE**

Article premier. Objet.

Article 2. Champ d'application.

Article 3. Objectifs.

Article 4. Organisation générale.

Article 5. Recueil et exploitation de l'information.

Article 6. Rôle et responsabilité des différents échelons dans la mise en œuvre de l'application.

Article 7. Instruction technique complémentaire.

Article premier.

**Objet.**

La présente instruction définit les modalités d'application de la procédure administrative automatisée de comptabilité et de suivi des dépenses de transport des armées par voie commerciale dénommée « application de la gestion automatisée aux transports des armées » (*AGATA*).

Article 2.

**Champ d'application.**

La procédure *AGATA* concerne plus particulièrement les transports effectués par voies ferrée et aérienne dont les dépenses sont liquidées et ordonnancées par le service interarmées de liquidation des transports (*SILT*).

Elle permet également, en ce qui concerne l'armée de terre, de regrouper, au niveau du *SILT*, la totalité des renseignements concernant les dépenses de transport par voies maritime, routière et navigable qui sont traitées par d'autres ordonnateurs.

Article 3.  
**Objectifs.**

La procédure *AGATA* dont la mise en œuvre ne modifie pas la réglementation relative aux transports, a pour objectifs :

- d'informer efficacement et rapidement les états-majors et les centres de responsabilités sur l'utilisation de leurs ressources ;
- de fournir le maximum d'informations nécessaires aux gestionnaires de crédits ;
- d'alléger les tâches administratives à tous les échelons ;
- de connaître les caractéristiques essentielles des transports (statistiques, données économiques, flux...).

Article 4.  
**Organisation générale.**

L'organisation du service informatisé des transports comprend :

En métropole :

- un échelon local : les suppléances ;
- un échelon régional pour l'armée de terre : les commissariats régionaux chargés des transports (*CCT*) ;
- un échelon central :
  - le commissariat de la base de transit interarmées (*CBTI*) ;
  - le service interarmées de liquidation des transports (*SILT*).

A l'étranger et outre-mer :

- un échelon local : les suppléances ;
- un échelon régional : les directions du commissariat.

**Nota.** — Les suppléances sont rattachées soit au niveau régional soit directement au niveau central.

Article 5.  
**Recueil et exploitation de l'information.**

Le recueil et l'exploitation de l'information sont réalisés par chacun des échelons précédents. Ils comportent les phases suivantes :

- le recueil et la codification par les suppléances ;
- le contrôle et la saisie. Par les *CCT* pour l'armée de terre en métropole et le *SILT* pour les armées et organismes non dotés des moyens informatiques *AGATA* ;
- le traitement et l'édition par le *SILT*.

L'exploitation est notamment caractérisée par :

- la décentralisation du recueil et de la codification ;
- la centralisation au *SILT* de toutes les données descriptives de chacun des mouvements ou expéditions voie ferrée et voie aérienne saisis dans les conditions qui précèdent ;
- l'intégration des procédures d'exploitation des comptabilités administratives et de celles des engagements de dépenses.

#### Article 6.

#### **Rôle et responsabilité des différents échelons dans la mise en œuvre de l'application.**

##### **6.1. Echelon local (suppléances) :**

- délivre les titres ou les bons de transport, sur ordre des autorités habilitées à prescrire des transports ;
- établit une fiche d'engagement et de codification (*FEC*) et son talon lorsque la texture des titres ou des bons ne permet pas leur saisie directe ;
- expédie, soit à l'échelon régional, soit à l'échelon central, les documents permettant la saisie, avec les pièces justificatives ;
- tient la comptabilité des transports ou exploite les renseignements qui lui sont adressés par l'échelon régional, notamment sous forme de documents produits par l'ordinateur, ce qui le dispense alors de la tenue de la comptabilité d'engagements de dépense et de celle de la comptabilité administrative des transports.

Les suppléances demeurent responsables de l'exactitude des renseignements portés sur les documents qu'elles sont appelées à remplir. Il est indispensable qu'elles obtiennent les renseignements nécessaires de l'autorité qui prescrit le transport.

##### **6.2. Echelon régional :**

- contrôle l'exactitude des informations et documents qui lui sont adressés par les suppléances ;
- transmet au *SILT* les données nécessaires soit par saisie informatique, soit par courrier (état mensuel destiné à la saisie des dépenses réglées localement) ;
- exploite les documents édités par l'ordinateur au titre des transports de la région et s'attache à la résolution des anomalies constatées (ex. : imputation budgétaire ou codification erronées).

##### **6.3. Echelon central :**

Le *CBTI* transmet au *SILT*, par courrier, le détail des sommes engagées et payées au titre de l'armée de terre.

Le *SILT* :

- donne, aux échelons régionaux et aux échelons locaux des armées et organismes non dotés de moyens informatiques de saisie, les informations et consignes nécessaires au bon fonctionnement de l'application *AGATA* ;
- contrôle l'exécution de ces consignes et rend compte à la direction centrale du commissariat de l'armée de terre des difficultés graves rencontrées dans les domaines administratifs et techniques ;
- contrôle les produits de l'ordinateur et en exploite les anomalies ;
- achemine par télétransmission vers l'échelon régional les états destinés :

- aux centres de responsabilité, pour le suivi des enveloppes des dépenses de transports ;
- aux suppléants, pour tenir lieu de comptabilité administrative ;
- adresse aux directions gestionnaires de crédits :
  - les éléments servant à la prévision des crédits permettant le paiement des factures qui seront présentées pour liquidation ;
  - les comptes rendus d'emploi des crédits mis en place à cet effet ;
- adapte les programmes en fonction des enseignements tirés de l'expérience et de l'évolution des besoins ;
- se tient à la disposition du commandement pour la communication de toutes données utiles en matière de gestion des transports par voie commerciale.

Article 7.

**Instruction technique complémentaire.**

La présente instruction entre en vigueur le 1er juillet 1988.

Elle sera complétée par une instruction technique à paraître sous le timbre du *SILT* et qui abrogera l'instruction administrative provisoire n° 70-379/DEF/DCCAT/PBF/TR du 21 août 1984 (n.i. BO).

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le commissaire général de division, directeur central du commissariat de l'armée de terre,*

FOURNIER.